

Article 31 du Règlement

Le gouvernement fédéral, de concert avec les provinces et le secteur agricole, a adopté cette position de négociation que le Canada n'a pas cessé de soutenir depuis.

Grâce au système de gestion de l'offre, le Canada peut compter sur des produits de qualité à prix raisonnable. Le renforcement et la clarification de l'article XI auront pour effet d'assurer l'avenir de notre système de gestion de l'offre et d'éviter que celui-ci ne soit contesté à l'échelle internationale.

J'appuie les agriculteurs soumis à la gestion de l'offre et je peux les assurer que je n'aurai de cesse de défendre leur secteur et leur position. Quant aux producteurs, ils peuvent également dormir sur leurs deux oreilles, car le gouvernement du Canada continuera de réclamer le renforcement et la clarification de l'article XI.

* * *

LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, samedi prochain, le Koweït, pour la libération duquel le Canada s'est battu pendant la guerre du Golfe, va imposer des restrictions de résidence impossibles à ses résidents palestiniens.

Il va ni plus ni moins les expulser, mais la plupart des Palestiniens n'ont pas de patrie. Comme ils ont leurs propres problèmes de réfugiés, les autres pays arabes ne vont pas les accepter. Sans permis de séjour, les Palestiniens koweïtiens n'auront d'autre choix que de payer une amende ou aller en prison.

Près de 1 000 Palestiniens du Koweït ont de la famille au Canada qui est prête à les parrainer. Cependant, le gouvernement canadien ne fait rien. Contrairement aux États-Unis, le Canada a refusé d'accélérer le traitement des demandes des Palestiniens et n'a même pas de bureau d'immigration au Koweït.

Dans l'état actuel des choses, l'ambassade canadienne à Riyad met deux ans à traiter ces demandes alors que les réfugiés auront besoin de notre aide dans deux jours.

Quand le ministre prendra-t-il des mesures concrètes?

* * *

LA MACÉDOINE

M. Jean-Pierre Hogue (Outremont): Monsieur le Président, l'entretien que le premier ministre a eu avec le président Kiro Gligorov a suscité de vives préoccupations chez de nombreux Canadiens d'origine grecque avant qu'on leur dise qu'il ne s'agissait pas là d'une visite officielle visant un échange de vues sur le développement international.

[Français]

Je voudrais profiter de l'occasion, monsieur le Président, pour réassurer les Canadiens d'origine grecque que le gouvernement du Canada est sensible aux préoccupations que ces derniers ont exprimées. M. Gligorov était au Canada en visite privée et sa rencontre avec le premier ministre ne constitue pas une visite officielle.

[Traduction]

Je tiens à assurer aux Canadiens d'origine grecque que le Canada continuera de chercher une solution pacifique à cette crise et je tiens aussi à féliciter le premier ministre pour les efforts qu'il a déployés.

* * *

[Français]

LE RÉSEAU NATIONAL DE TOXICOLOGIE

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, Ottawa a décidé que le siège social du Réseau national de toxicologie serait installé à Guelph, en Ontario. Pourtant, Montréal constitue le principal pôle de recherche dans ce domaine qui s'inscrit, d'ailleurs, dans la stratégie industrielle du gouvernement du Québec. Même la ministre Landry, qui annonçait cette décision hier, à Montréal, n'a pu la justifier. Cela s'explique pourtant, car l'on sait qu'Ottawa a dépensé, l'an dernier, 51 p. 100 de son budget en recherche et développement en Ontario et 18 p. 100 au Québec. Certains disaient alors qu'en Ontario, on possédait des moyens supérieurs, mais le cas qui nous concerne démontre que là n'est pas la raison.

Les décisions du fédéral sont continuellement prises à l'encontre du développement du Québec. On l'a vu l'an dernier avec Hibernia et on le revit à moins grande échelle avec cette autre décision. La réalité, la vraie, ce n'est pas celle des vœux pieux entendus aux conférences constitutionnelles, c'est bien plutôt ces décisions qui vont à l'encontre des intérêts du Québec. Les Québécois et les Québécoises en ont assez des paroles vides de sens et des sourires hypocrites. Ils comprennent que personne d'autre qu'eux-mêmes n'est en mesure de bien défendre leurs intérêts.

* * *

[Traduction]

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au nom des agriculteurs soumis à la gestion de l'offre dans ma circonscription, Sarnia—Lambton, qui appuient notre gouvernement dans son insistance pour que l'article XI du GATT soit renforcé et clarifié.